Fourniture des équipements de protection individuelles (EPI) durables et responsables à destination des agents de la ville, de la Métropole et des Communes adhérentes à REGATE

Questions / réponses n° 1 à 36

Question 1	Réponse 1
Bonjour, pouvez vous eclaircir le sujet des échantillons svp. Nous devons suivre les bpu et fournir des echantillons avant la date butoir. Puis en fournir d'autres pour la 2 eme phase si nous sommes retenu? cordialement	Bonjour, Nous vous remercions pour votre question et vous apportons les précisions suivantes concernant la procédure de remise des échantillons. Il n'y a qu'une seule remise d'échantillons à prévoir, et non deux. Aucun échantillon n'est à fournir conjointement avec votre remise d'offre ; seuls les documents de candidature et d'offre définis au RC (dont les fiches techniques du BPU) sont attendus à cette échéance : 30/09/2026 17h00. La procédure se déroule ensuite en plusieurs étapes distinctes : 1.Analyse des fiches techniques (1ère phase) À l'issue de la date limite de réception des offres, le pouvoir adjudicateur procède à l'analyse des fiches techniques transmises au titre du sous-critère « 1.1 – Qualité et diversité des produits ». Cette phase s'appuie uniquement sur les documents déjà remis dans votre offre, sans échantillon physique. 2. Notation et seuil d'élimination Les candidats n'atteignant pas la note minimale de 15/20 sur ce sous-critère sont écartés. En cas de fiche technique manquante ou incomplète, nous pourrons vous la réclamer par mail via la plateforme MEGALIS ; vous disposerez alors d'un délai de 24 heures à réception de l'accusé de lecture pour y répondre, faute de quoi l'offre sera déclarée irrégulière. 3. Invitation à la 2nde phase Les candidats ayant franchi le seuil de notation seront invités, par mail via la plateforme MEGALIS, à participer à la 2nde phase d'analyse. C'est à ce stade, et uniquement à ce stade, que la remise des échantillons interviendra. Les modalités pratiques (délai de remise, quantités attendues, etc.) vous seront communiquées dans ce message d'invitation. 4. Remise des échantillons Après invitation, vous nous ferez parvenir vos échantillons,

	conditionnés dans un carton scellé portant la mention « ÉCHANTILLONS — NE PAS OUVRIR, RM_REG_26_09_AO, EPI – LOT … », accompagné d'un bordereau récapitulatif, au Centre logistique. 5. Tests et évaluation Les échantillons remis pourront faire l'objet d'essais réalisés par nos agents et/ou par un laboratoire indépendant, afin de vérifier leur conformité aux exigences techniques et normatives définies à l'article 8.2 du CCTP. Les résultats de ces essais seront pris en compte dans la notation du sous-critère « 1.2 – Qualité des échantillons » du critère technique. 6. Suite de l'évaluation du procédé d'évaluation des candidats Classement des offres. Attribution : L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations En synthèse : une seule remise d'échantillons est prévue, exclusivement après la 1ère phase d'analyse des fiches techniques, et uniquement pour les candidats retenus à l'issue de cette phase. Nous restons à votre disposition pour toute question complémentaire. Bonne journée,
Question 2	**Réponse 2**
Bonjour, Concernant le lot chaussures, devons-nous impérativement suivre votre souhait au niveau des tailles ? Cordialement	Bonjour, Les tailles indiquées au BPU constituent des besoins contractuels. Le marché visant à couvrir l'ensemble des agents de Rennes Métropole, de la Ville de Rennes et des communes adhérentes à REGATE, dont les morphologies sont variées. À ce titre, les candidats devront proposer : - des chaussures basses et hautes disponibles du 35 au 48 minimum, incluant des pointures demi-taille lorsque cela est techniquement possible ; - des modèles distincts pour femmes et hommes (ou des modèles mixtes à coupe adaptée), conformément aux prescriptions du service SQVP figurant au CCTP ; Toute offre ne couvrant pas la plage de tailles minimale définie au BPU sera considérée comme incomplète et pourra être déclarée irrégulière au titre du non-respect du cahier des charges. Les candidats proposant une gamme de tailles plus étendue ou des services complémentaires verront cet avantage valorisé dans l'analyse du sous-critère 1.1 – Qualité et diversité des produits. Nous restons à votre disposition pour toute question complémentaire. Bonne journée,
Question 3	**Réponse 3**
Bonjour, Dans le BPU lot 5 - poste 5.14 : En colonne C il est écrit S3 SRC CI & En colonne D il est écrit S7 HI CI LG SC FO SR. Pouvez vous svp préciser quelles normes sont à prendre en compte ? Merci	Il y a effectivement une incohérence dans mon document. Merci de me l'avoir signalé. La norme applicable au poste 5.14 est NF EN ISO 20345 – S3, SRC, CI. La mention "EN ISO 20345:2022 S7 HI CI LG

	SC FO SR" figurant en fin de fiche technique résulte d'une erreur matérielle de rédaction et doit être ignorée. Un erratum corrigera cette ligne.
Question 4	**Réponse 4**
1. Concernant le remplissage des BPU DQE, pouvez-vous nous préciser comment devons- nous compléter les colonnes « Conditionnement de l'analyse » et « Prix analysé » ?	1.L'usage habituel de ce type de colonnes est de ramener les offres à une base de comparaison identique quand les candidats proposent des conditionnements différents (ex. prix à la boîte vs à l'unité), pour calculer un prix harmonisé côté analyse. Concrètement, « Conditionnement de l'analyse » désigne l'unité de conditionnement. (exemple : unité, lot de 5, lot de 100, lot de 1000) Pour « Prix analysé » fait aussi référence à ce packing. Ainsi il est nécessaire d'indiquer si le prix est pour une boite, un lot ou l'unité. Cela parait un peut répétitif, mais les informations sont importantes nécessaire car elle seront extraites et analysés par la suite.
2. Concernant les modalités de variation des prix, une ambiguïté subsiste quant à la date de la première révision tarifaire. En effet, le CCAP indique que : « Les prix sont fermes pour la période initiale du marché. Ils font l'objet d'un ajustement annuel à chaque date anniversaire du marché (date de notification) pour les périodes de reconduction suivantes. » Or, la durée de la période initiale du marché est fixée à deux ans, ce qui semble contradictoire avec la notion d'ajustement annuel à chaque date anniversaire. Le pouvoir adjudicateur peut-il confirmer que la révision des prix intervient bien chaque année à compter de la date anniversaire de la notification du marché, y compris pendant la période initiale de deux ans?	2. Les prix sont fermes durant toute la période initiale de 2 ans, sans ajustement. Le mécanisme d'ajustement annuel ne s'applique qu'à compter de la période de reconduction, à chaque date anniversaire de la notification.
3. Dans le cadre du mémoire « Achats responsables » (lots 1, 3, 4, 5 et 6), la question n° 28 demande : « Proposez-vous des solutions de réemploi ou de reconditionnement sur ce lot ? ». À notre connaissance, il n'existe actuellement pas de filière ni de solution opérationnelle de réemploi ou de reconditionnement pour les EPI concernés par le présent marché. Dans ces conditions, il nous est difficile d'apporter une réponse pertinente à cette question. Le pouvoir adjudicateur pourrait-il envisager la suppression de cette question ou, à défaut, préciser les attentes associées à celle-ci pour les produits relevant de la catégorie des EPI ?	3. Cette question reste d'actualité. En l'absence de filière de réemploi ou de reconditionnement pour les EPI concernés, une réponse "Non" est parfaitement recevable et ne pénalisera pas l'offre de façon disproportionnée (pondération de 0,5 point).
4. Nous constatons que les pénalités de retard de livraison sont fixées à 300 € par jour de retard, alors que le CCAG-FCS prévoit quant à lui une pénalité calculée sur la base de 1/1000 de la valeur des fournitures en retard par jour de retard. Ce montant nous paraît particulièrement élevé au regard des standards de la commande publique et susceptible de créer une disproportion entre la valeur des fournitures concernées et le niveau des pénalités encourues. Le pouvoir adjudicateur accepterait-il une révision des pénalités ?	4. Le CCAP déroge **explicitement et volontairement** à l'article 14.1 du CCAG-FCS sur 3 points (montant forfaitaire, absence de plafond, absence de seuil d'exonération) — art. 18.1. Ce n'est pas une erreur, c'est un choix assumé. Le pouvoir adjudicateur confirme le montant et les modalités de la pénalité de retard telles que fixées à l'article 18.1 du CCAP, qui dérogent sciemment au CCAG-FCS.
5. Question relative à l'article 20.4 - Clause d'activation en cas d'aléa climatique Nous comprenons la nécessité pour le pouvoir adjudicateur de disposer de modalités d'approvisionnement renforcées en situation exceptionnelle. Toutefois, nous nous interrogeons sur les conditions de mise en œuvre opérationnelle de cette clause et sur les risques qu'elle fait peser sur les titulaires. En effet, les événements visés (canicule, inondations, tempêtes, grand froid, activation ORSEC, etc.) sont également susceptibles d'avoir un impact direct sur	5. Le CCAP n'exclut pas le régime de droit commun de la force majeure (art. 1218 du Code civil, auquel l'article 20.4 renvoie déjà pour définir l'aléa). Il existe une soupape : en cas d'impossibilité justifiée par écrit dans le délai d'accusé de réception, le pouvoir adjudicateur peut recourir à un fournisseur tiers sans que cela soit imputé à faute au titulaire. Les difficultés d'approvisionnement dûment justifiées et directement liées à l'événement ayant déclenché la clause pourront être prises en compte avant toute application de pénalité, dans le cadre du régime de force majeure de droit

l'ensemble de la chaîne logistique des titulaires : disponibilité des stocks chez les fabricants, perturbation des transports, restrictions de circulation, saturation des plateformes logistiques ou difficultés d'accès à certaines zones géographiques. Ce fut notamment le cas lors des épisodes de canicule généralisés observés cet été sur l'ensemble du territoire métropolitain, où les produits dits « rafraîchissants » (tee-shirts techniques, serviettes, etc.) ont connu des ruptures de stock en quelques jours, tant chez les distributeurs que chez les fabricants au niveau national. Dans ce contexte, les délais spécifiques prévus en période d'activation apparaissent particulièrement difficiles à garantir lorsque l'aléa climatique affecte simultanément les capacités logistiques du titulaire et de ses fournisseurs. Cette préoccupation est d'autant plus importante que le non-respect de cette clause est assorti d'une pénalité de 2 500 € par manquement, montant particulièrement élevé au regard des circonstances susceptibles d'être rencontrées. Une telle pénalité peut constituer un risque financier significatif pour les opérateurs économiques alors même que les difficultés rencontrées résultent directement de l'événement exceptionnel ayant justifié l'activation du dispositif. Le pouvoir adjudicateur peut-il préciser les conditions d'application de cette clause et confirmer que les difficultés d'approvisionnement ou de livraison directement liées à l'événement ayant justifié son activation seront prises en compte avant toute application de pénalités ?	commun, que le CCAP ne restreint pas. Le pouvoir adjudicateur rappelle toutefois que le titulaire doit signaler par écrit toute impossibilité dans le délai d'accusé de réception prévu à l'article 20.4.
Question 5	**Réponse 5**
Bonjour, Concernant le lot 4 – Protection des mains, l'article 10 du CCTP présente les préconisations et recommandations par métier, en lien avec les différentes références allant des postes 4.1 à 4.32. Après lecture attentive de cet article, je comprends que certaines dénominations peuvent regrouper plusieurs postes du BPU/DQE. À titre d'exemple : « Gant coton de protection », qui semble correspondre au poste 4.4, ainsi qu'aux postes 4.16 et 4.17. Toutefois, en croisant les références du BPU/DQE avec les « Préconisations et recommandations par métier » figurant à l'article 10, je ne parviens pas à identifier l'ensemble des références mentionnées dans la colonne B du BPU/DQE. Afin de nous permettre de bien comprendre vos attentes et de répondre précisément à votre besoin, pourriez-vous compléter l'article 10 en indiquant, pour chaque préconisation et recommandation par métier, l'ensemble des postes correspondants figurant dans la colonne B du BPU/DQE ?	Vous avez raison de signaler ces imprécisions. Un erratum sera publié, corrigeant le Lot 4 – CTTP Article 10.
Question 6	**Réponse 6**
Bonjour, pour le lot n°03, certaines réf. du BPU correspondent à une spécifique. Nous disposons de produits présentant des caractéristiques tech équivalentes, peut on répondre avec ces produits ou les réf strictes énoncées sont exigées ? merci	Les équivalences techniques sont acceptées si celles-ci sont expliquées et précisées.

Question 7	Réponse 7
Bonjour, concernant le lot chaussures, Sommes nous obligé de proposer une paire de chaussures allant jusqu'au 50 ? (pour les articles souhaitées allant jusqu'à la taille 50)	Bonjour, Non. L'obligation contractuelle porte sur la plage minimale, incluant les demi-tailles lorsque techniquement possible. La mention «jusqu'au 50» figurant sur certaines fiches BPU est indicative : une offre allant au-delà de cette plage minimale sera valorisée dans la notation du sous-critère 1.1, mais ce n'est pas un seuil d'irrecevabilité. Néanmoins, nous avons des agents qui devront recevoir des EPI en pointure 50, donc un article de substitution (critère de sécurité primordial) sera à fournir. Bonne journée,
Question 8	**Réponse 8**
LOT 5 – Protection des pieds Postes 5.8 à 5.11 : Un embout autre qu'en fibres de verre, à performances équivalentes, est-il accepté ? Une semelle PU/PU peut-elle remplacer l'EVA/Caoutchouc si les exigences techniques sont respectées ?	Oui, un embout autre qu'en fibres de verre, à performances équivalentes, est accepté. L'article 8.1 du CCTP n'exige, pour ces postes, que le marquage normatif (S1P ou S3, SRC) et des critères fonctionnels (« embout 200J », « semelle souple », « respirabilité »), sans imposer de matériau. Un embout dans un autre matériau que la fibre de verre, ou une semelle PU/PU, sont recevables dès lors que les performances normatives et fonctionnelles décrites à l'article 8.1 sont respectées et démontrées dans votre fiche technique.
Question 9	**Réponse 9**
LOT 5 – Protection des pieds Poste 5.1 et 5.2 : Une chaussure S3 SRC WR avec membrane étanche est-elle acceptée ou une classification S7S est-elle exigée ? L'embout doit-il être en fibres de verre ou tout matériau non métallique est-il recevable?	Le marquage exigé est bien NF EN ISO 20345 – S3, SRC, WR (nomenclature 2011), tel qu'indiqué à l'article 8.1 du CCTP. Il n'y a pas d'exigence S7S — cette classe ne correspond d'ailleurs à aucun marquage existant. Une chaussure S3 SRC WR à membrane étanche correspond exactement au besoin exprimé. L'embout n'est pas restreint à la fibre de verre : tout matériau non métallique ou métallique répondant à la résistance embout normative (200 J) est recevable, l'article 8.1 ne prescrivant pas de matériau particulier.
Question 10	**Réponse 10**
LOT 5 – Protection des pieds Poste 5.14 : Confirmez-vous que le besoin porte sur une chaussure S7 (norme indiquée) ou une S3 (intitulé du poste) est-elle également acceptée ?	Se référer à Q/R 3 Un erratum a été publié.
Question 11	**Réponse 11**
LOT 5 – Protection des pieds Poste 5.12 accepte-t-il des chaussures EN ISO 20345 S2 SRC avec des critères tech. Différentes dès lors que les performances sont respectées ? L'embout acier est-il obligatoire ou d'autres techno d'embout sont-elles acceptées ?	Oui, cela est recevable. L'article 8.1 n'exige que le marquage S2 SRC et «l'absorption d'énergie au talon (E)» ; il ne prescrit pas de matériau d'embout. La mention «acier» dans la fiche BPU est descriptive, pas normative. Toute technologie d'embout répondant aux exigences de résistance de la classe S2 est acceptée, dès lors que la performance est démontrée.
Question 12	**Réponse 12**
LOT 5 – Protection des pieds Poste 5.4 : Une chaussure sans partie métallique, destinée aux électriciens basse tension et conforme aux exigences d'isolation électrique (type ASTM F2413), est-elle recevable, bien qu'elle ne soit pas certifiée EN ISO 20345 ?	Une chaussure destinée aux travaux électriques doit apporter une protection électrique démontrée, mais une simple mention ASTM F2413 ne suffit pas, à elle seule, pour considérer la chaussure comme conforme aux exigences européennes. L'ASTM F2413 est une norme américaine. Elle couvre notamment la résistance au choc/compression de l'embout et comporte aussi des exigences liées au choc électrique et à l'isolation diélectrique. La **NF EN ISO 20345 est la norme européenne/française actuelle** pour les

	chaussures de sécurité ; elle définit les exigences fondamentales et complémentaires des chaussures de sécurité.
Question 13	**Réponse 13**
LOT 5 – Protection des pieds Poste 5.6 : Un modèle avec lacets est-il accepté s'il respecte les autres exigences techniques ? L'embout doit-il impérativement être en fibres de verre ou tout embout non métallique est-il recevable ?	Les chaussures étant destinées aux couvreurs un modèle sans lacet est préféré. Mais nous avons un seuil de tolérance sur le sujet car cela n'est pas un critère impératif. D'autres matériaux/compositions non métalliques peuvent être utilisés, à condition que l'embout satisfasse aux exigences techniques.
Question 14	**Réponse 14**
Question générale : Des solutions techniquement équivalentes, respectant les normes et performances attendues, sont-elles acceptées lorsque certains composants ou technologies diffèrent de ceux indiqués au CCTP ?	Oui. Le CCTP distingue deux niveaux de prescription : Les exigences normatives et fonctionnelles minimales (marquage NF EN ISO 20345 et classes associées — S1 à S5, SRC, WR, HRO, CI, P/PL/PS, absence de parties métalliques lorsque spécifiée — ainsi que les performances décrites, ex. « embout 200J », « résistance chaleur 300°C ») : ce sont ces critères qui sont contraignants. Les descriptifs de composants ou de matériaux figurant dans le BPU/DQE (ex. type d'embout, de semelle, de doublure) : ils illustrent les produits actuellement référencés, mais ne constituent pas en eux-mêmes une exigence exclusive. En conséquence, une solution technique utilisant des composants ou technologies différents de ceux décrits est recevable dès lors que le candidat démontre, pièces à l'appui (fiche technique, rapport d'essai, certificat de conformité), que les normes et performances minimales prescrites sont bien atteintes ou dépassées. Cette équivalence doit être justifiée poste par poste dans le mémoire technique et reste soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des offres, notamment lorsque le composant substitué a une incidence directe sur la sécurité de l'agent (ex. matériau de l'embout pour les postes soudeur). Ce principe s'applique à l'ensemble des lots du marché, en complément de l'article 3.1 du CCTP relatif à l'équivalence des normes étrangères.
Question 15	**Réponse 15**
LOT 5 – Protection des pieds Postes 5.3 et 5.5 •L'embout en fibres de verre est-il une exigence impérative ou peut-il être remplacé par un autre type d'embout répondant aux mêmes performances normatives ?	Poste 5.3 : oui, recevable, tout matériau atteignant la résistance embout 200J est acceptable (pas de matériau imposé à l'article 8.1). D'autres matériaux/compositions non métalliques peuvent être utilisés, à condition que l'embout satisfasse aux exigences techniques Poste 5.5 (soudeur) : point de vigilance. L'article 8.1 ne prescrit pas non plus de matériau, mais un embout **métallique** expose à un risque de conduction thermique en cas de projection de métal en fusion — c'est précisément la raison d'être fréquente du choix fibre de verre pour ce poste. Une solution alternative pourra être examinée si le candidat démontre, essais à l'appui, une résistance équivalente à la projection de métal en fusion conformément à la norme NF EN ISO 20349.
Question 16	**Réponse 16**
Bonjour, Les BPU comportent une colonne dédiée aux échantillons. Pourriez-vous nous préciser votre légende : les mentions « X » ou « V » correspondent aux	Bonjour, Cela me parait plutôt évident. La mention «x» indique les articles pour lesquels un

échantillons demandés ? Dans l'attente de votre retour, nous vous remercions par avance	échantillon n'est pas demandé. Le mention «✓» correspond à un échantillon demandé. Excellente journée.
Question 17	**Réponse 17**
Bonjour, Pouvez-vous préciser les notions de « défaillance » et de « manquement » dans le processus de prise d'empreintes ? Quels cas concrets sont visés et quels critères permettent de constater et d'appliquer cette pénalité de 2 500 € ? Merci	Bonjour, Cette pénalité forfaitaire de 2 500 € (article 18 du CCAP) sanctionne, par manquement constaté sur un agent, le non-respect des obligations fixées à l'article 7.1 du CCTP Lot 2 lors des séances de prise d'empreinte pour les postes 2.6 et 2.7. Concrètement, constituent un manquement : Au moment de la prise d'empreinte : -l'absence de questionnement préalable de l'agent sur d'éventuels antécédents auditifs ; -l'absence de vérification du conduit auditif par un technicien qualifié muni d'un otoscope à lampe ; -la réalisation d'une prise d'empreinte malgré un problème détecté (irritation, douleur, écoulement, perte d'audition), sans avis médical préalable ; -l'absence de sensibilisation au risque bruit pendant la séance ; -le non-respect du protocole établi (durée insuffisante, modalités de déroulement non conformes). À la livraison des bouchons moulés : -l'absence de remise du kit de nettoyage et de sa notice à l'agent ; -l'absence de proposition d'un fit-test permettant de contrôler le protecteur fabriqué et d'apprendre sa mise en place. Critère de constatation : chaque manquement est apprécié individuellement, agent par agent — un même défaut de process touchant plusieurs agents lors d'une même campagne de prises d'empreintes peut donc donner lieu à autant de pénalités distinctes de 2 500 €. Le manquement peut être constaté par le pouvoir adjudicateur sur signalement d'un agent (SQVP), lors d'un contrôle, ou par l'absence de justificatif du respect du protocole (ex. absence de preuve de vérification du conduit auditif, de qualification du technicien, ou de remise du kit). Bonne journée,
Question 18	**Réponse 18**
Bonjour, Concernant le lot 5, plusieurs articles présentent des intitulés différents entre le BPU et le CCTP. Exemple : ligne 5.16, botte au BPU et sandale au CCTP. Pouvez-vous harmoniser les désignations ? Merci	Bonjour, Il y a un écart entre le BPU et CCTP car il y a des références mixtes. Merci de vous tenir au BPU.
Question 19	**Réponse 19**
Bonjour, Concernant le lot 5, article 23 du BPU. La référence indique une chaussure O2 conforme à la norme EN ISO 20345. Or, les chaussures O2 relèvent habituellement de la norme EN ISO 20347. Pouvez-vous confirmer le besoin attendu ? Merci	Bonjour, Vous avez raison. Le besoin attendu au poste 5.23 est bien une chaussure conforme à la norme NF EN ISO 20347, classification O2, SRC (chaussure de travail confortable, sans embout de sécurité obligatoire, pour usage bureautique/accueil). La référence à l'EN ISO 20345 figurant actuellement au BPU et à l'article 8.1 du CCTP résulte d'une erreur matérielle ; elle sera corrigée par erratum. Bonne journée,
Question 20	**Réponse 20**

Bonjour, Nous répondons au lot 3 : ligne 3.2 : il n'est pas demandé la même chose sur le BPU et dans le CCTP sur cette même ligne. Merci de nous préciser ce que vous attendez. cordialement	Merci de prendre en compte les éléments du BPU : 3.2 = Filtres pour demi-masque : filtre AXP3 compatible BLS 4000 couleur marron Norme NF EN 143/A1
Question 21	**Réponse 21**
Bonjour Dans les BPU, qu'attendez-vous dans les colonnes conditionnement analysé et prix analysé Merci de nous apporter des précisions cdt	Voir question/réponse 4.1
Question 22	**Réponse 22**
Bonjour Pouvez-vous nous préciser ce que vous attendez dans les colonnes "CERTIFICATION SÉCURITAIRE" et CERTIFICATION environnementale" Dans l'attente Cordialement	Concernant les éléments sécuritaires, les produits doivent respecter les normes européennes. Concernant les certifications environnementales, il est attendu de mentionner tout élément, certification, label… des produits proposés. Les éléments liés au recyclage, réemploi, ou aux produits biosourcés peuvent aussi être mentionnés.
Question 23	**Réponse 23**
Bonjour, Veuillez trouver ci-jointe une question concernant le marché cité ci-dessus. Cordialement. *Bonjour,* *En tant que distributeur, nous sommes dépendants des documents techniques et certificats mis à disposition par les fabricants, dont l'obtention séparée peut parfois être complexe, voire impossible pour 100% des articles. Lorsque la fiche technique fabricant mentionne clairement le marquage CE, les normes applicables et les éléments de conformité du produit, pouvez-vous nous confirmer que cette fiche est suffisante, ou souhaitez-vous impérativement la transmission distincte des certificats et justificatifs CE correspondants ?* *Cordialement.*	Si la fiche technique est complète et que le marquage CE et les normes applicables sont bien identifiés, pas besoin de la transmission de justificatifs et des certificats.
Question 24	**Réponse 24**
Bonjour, Concernant le lot n°5 poste 5.16 (Demi-bottes de sécurité S5 SRA CI - MIXTE) et pour donner suite à la question n°18, les détails techniques attendus ne sont pas indiqués en colonne E, pouvez-vous apporter des précisions ?	Merci de vous référer aux éléments figurant au paragraphe 8.1 du CCTP pour ce produit, .
Question 25	**Réponse 25**
Bonjour, Pouvez vous répondre à notre question du 17	Hors délai

septembre, nous sommes en attente de votre retour pour finaliser la préconisation produit.	
Question 26	**Réponse 26**
Bonjour, article 5.7, la référence est noté sans lacet, pouvez-vous confirmer ?article 5.16, la ligne est vide dans le DQE et les informations du CCTP ne sont pas identiques? article 5.23, norme O2 sans embout mais la description demande un embout	Hors délai
Question 27	**Réponse 27**
Bonjour, Suite à la dernière notification, nous n'avons pas la liste des questions réponses de 1 à 24. Pouvez vous la fournir svp ?	Hors délai
Question 28	**Réponse 28**
Bonjour, Nous ne pouvons pas accéder aux réponses fournies pour les question de 1 à 24. Pouvez-vous republier et permettre le téléchargement du document.	Hors délai
Question 29	**Réponse 29**
Bonjour, La date de remise des plis a été modifiée pour être reportée au 06/11/2026 à 17:00. Le Règlement de Consultation ne confirme pas cette information, pouvez-vous nous indiquer la date réelle à respecter ?	Hors délai Nouveau RC en ligne avec une nouvelle date de remise des offres : 6/11/2026.
Question 30	**Réponse 30**
Bonjour, ci-après une question concernant le lot 2 Protections auditives : Concernant l'article 7.1 du CCTP, il est indiqué qu'un « fit-test » devra être réalisé lors de la livraison des bouchons moulés afin de contrôler le protecteur fabriqué et d'apprendre à l'utilisateur à le mettre en place correctement. Pouvez-vous préciser ce que vous attendez exactement sous le terme « fit-test » ? À notre connaissance, il n'existe actuellement pas de référentiel normatif encadrant la réalisation et l'interprétation des fit-tests pour les protections auditives moulées. Les méthodes mises en œuvre pouvant varier selon les fabricants, nous souhaiterions donc mieux comprendre les modalités de contrôle attendues dans le cadre du présent marché. Par ailleurs, lorsqu'il est réalisé par le fabricant lui-même, ce contrôle peut s'apparenter à une auto-évaluation du produit fabriqué. En complément, si une présentation individuelle des bouchons et une vérification de leur bonne mise en place sont attendues pour chaque agent, cela nécessiterait l'organisation de sessions dédiées de remise des équipements, similaires aux séances de prise d'empreinte.	Au sens de l'article 7.1 du CCTP, le « fit-test » correspond à un contrôle de la bonne mise en place du protecteur auditif moulé par l'agent, réalisé de manière autonome lors de la récupération de son équipement. À ce titre, le titulaire devra fournir avec les bouchons moulés une notice imagée, détaillée et facilement compréhensible, présentant les étapes de mise en place du protecteur ainsi que les conseils nécessaires à son utilisation correcte et au contrôle de son bon positionnement par l'agent. Celle-ci devra également indiquer les coordonnées d'un interlocuteur (numéro de téléphone et/ou mail) que l'agent pourra contacter en cas de difficulté ou de question relative à la mise en place ou à l'utilisation de ses protections auditives. Le CCTP ne fixe pas de méthode normative particulière pour la réalisation de ce contrôle. Le titulaire devra donc décrire dans son offre le protocole proposé, les moyens mis à disposition de l'agent, la fiche d'utilisation, et les modalités d'accompagnement à distance en cas de difficulté. La livraison des bouchons moulés sera effectuée au magasin, où les agents viendront récupérer leurs

Pouvez-vous préciser comment vous envisagez l'organisation de cette phase de livraison ? Des regroupements d'agents pourront-ils être organisés par vos services ? Cette intervention constituant une seconde prestation sur site, distincte de la prise d'empreinte, elle engendre des coûts complémentaires significatifs. Afin de permettre une valorisation transparente de cette prestation, serait-il envisageable de prévoir une ligne spécifique au BPU dédiée à cette intervention ? Nous vous remercions par avance pour vos précisions.	équipements. Aucune seconde prestation sur site ni session individuelle de remise des équipements avec le titulaire n'est attendue au titre de cette exigence. Le dispositif repose sur l'autonomie de l'agent, grâce aux supports fournis et à la possibilité de solliciter le titulaire si nécessaire. En conséquence, aucune ligne spécifique supplémentaire au BPU n'est prévue pour cette prestation, qui doit être intégrée à l'offre du titulaire.
Question 31	**Réponse 31**
Bonjour Lot 5 – Poste 5.5 : Vous demandez une semelle Meindl. Meindl étant un fabricant, pouvons-nous répondre avec d'autres marques? Vous mentionnez une protection anti coupure de classe 3 et de classe 1 : quelle protection souhaitez vous ?	Oui vous pouvez répondre avec d'autres marques si celles-ci possèdent les mêmes caractéristiques, notamment la norme EN ISO 20345, Classe I (20m/s), S3 et ISO 17249, protection anti-coupures classe 1.
Question 32	**Réponse 32**
Bonjour, Concernant l'article 1.2 "Casque" du lot 1, pouvez-vous nous confirmer que le modèle attendu est bien conforme à la norme EN 50365:2002, classe 0, 1000 V AC ? Dans l'attente de votre retour	Le poste 1.2 – Casque de chantier visiteur - ne nécessité pas d'exigences spécifiques de protection à isolation électrique. EN 397: 2012 +A1: 2012 sera suffisant.
Question 33	**Réponse 33**
Bonjour, Nous sommes toujours dans l'attente de votre retour aux questions adressées le 15/10 concernant le lot 2. Ces précisions sont indispensables à la finalisation de notre offre. Merci par avance pour votre réponse.	Cf réponse 30
Question 34	**Réponse 34**
Bonjour, J'ai téléchargé les modifications du dossier mais les fichiers sont trop longs (lot 3) lorsque je veux les extraire. Pour avoir le dernier DCE sur Megalis : je ne vois aucune pièce sauf les questions/réponses et le RC. Comment faire ?	Les documents sont en ligne. Tenter une déconnexion / reconnexion.  Informations complémentaires Date de mise en ligne : 11/08/2026 09:04 Date et heure limite de remise des plis : 06/11/2026 17:00 Historique Allotissement : Oui Lot 1 :Protection de la tête hors oreilles Lot 2 :Protections auditives Lot 3 :Protections des voies respiratoires Lot 4 :Protections des mains Lot 5 :Protections des pieds Lot 6 :Protections diverses - à usage unique Lot 7 :Protections pour les déplacements à 2 roues DCE : Télécharger - 5.17 Mo Détail des pièces Historique Règlement de consultation : Télécharger - 324.45 Ko Historique Autres pièces : Télécharger - 378.14 Ko Dossier Intégral de Consultation : Générer l'archive Accéder aux archives générées Service de rattachement : RENNES METROPOLE / / / DMG - PRess / Direction des Moyens Généraux Service associé : RENNES METROPOLE - RENNES METROPOLE Commentaire interne : Accès public / Accès restreint : Phase d'accès public https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=238745&orgAcronyme=a4h
Question 35	**Réponse 35**
Bonjour, Pour le lot 5, (5.8) vous demandez une chaussure S2 FO SRC, dans le descriptif vous demandez à avoir une semelle anti perforation. Cependant l'exigence S2 ne permet pas d'avoir	La chaussure étant destinée au milieu de la restauration, il est nécessaire que la semelle dispose d'un système anti-perforation léger.

cette semelle, souhaitez-vous une S2 ou une anti perforation	
Question 36	**Réponse 36**
Bonjour, Pour le LOT 4 POSTE 4.6 : Souhaitez-vous un gant compatible contact alimentaire et protégeant du froid ?	Comme mentionné dans le Libellé de l'article le gant est à usage agroalimentaire et nécessitant une protection contre le froid.